

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1234 - 8 octobre 1987 - 4,5 F

### D 1234 BRÉSIL: VÉHÉMENT APPEL DES ÉGLISES A LA NATION

Le climat politique se tend très sérieusement au fur et à mesure qu'approchent les grandes échéances de la Constituante. Les huit commissions thématiques avaient jusqu'au 15 juin 1987 pour présenter leurs projets (cf. DIAL D 1223). Puis la commission de systématisation prenait le relais et, le 15 juillet, remettait à l'Assemblée constituante le texte d'un avant-projet de Constitution pour discussion publique. Le 15 juillet marquait également le commencement de la période de présentation des amendements populaires. C'est ainsi que le président de la commission de systématisation, le sénateur Afonso Arinos, a reçu 122 amendements populaires à la Constitution signés de 15 millions de noms d'électeurs. 39 propositions populaires, rejetées parce que n'ayant pas le minimum prévu de 30.000 signatures, ont été cependant transmises à l'Assemblée constituante au titre d'"amendements d'assemblée plénière". Les 83 autres propositions populaires, reçues par la commission de systématisation, ont fait l'objet de débats jusqu'au 4 septembre. C'est en effet le 1er octobre que la commission de systématisation devait remettre le texte du projet de Constitution à l'Assemblée pour le vote final du 30 octobre.

C'est dans ce contexte constitutionnel et dans un climat de discrédit gouvernemental (cf. DIAL D 1201) que se situe l'appel solennel des Eglises chrétiennes du Brésil dont nous donnons le texte ci-dessous. Pour sa part l'Eglise catholique a présenté 4 amendements (droits de la famille, éducation, liberté religieuse et ordre économique) et soutenu 3 autres amendements (réforme agraire, droits des nations indiennes et participation populaire) avec un total de 2.782.703 signatures, soit une moyenne de 397.529 par proposition.

Note DIAL

### Conseil national des Eglises chrétiennes du Brésil (CONIC)

#### APPEL A UN ENGAGEMENT COLLECTIF POUR LA DÉMOCRATIE

*"Ah! si en ce jour tu avais compris, toi aussi, le message de paix!  
Mais hélas, il est demeuré caché à tes yeux."*

Parole de Jésus en St Luc 19, 42

La situation nationale est d'une extrême gravité. Si les Eglises chrétiennes prennent la parole, c'est parce qu'elles y sont poussées par leur engagement envers Jésus-Christ, envers son évangile et la vie qu'il est venu sauver. Elles se doivent d'adresser leur cri d'alarme et leur appel aux gouvernants et à la nation, car elles sont au service de ce qui sert la paix. L'amour ne peut se résoudre à l'injustice, à la famine et à la souffrance; tout un chacun qui le ferait serait coupable devant Dieu et devant les hommes. C'est en raison d'un tel engagement que les Eglises se manifestent comme suit.

## Le cadre général

1. La majorité de la population voit s'accumuler chaque jour davantage les effets négatifs d'une structure économique déséquilibrée et perverse. Les hauts et les bas de l'inflation et jusqu'aux remèdes utilisés pour essayer de la réduire exacerbent d'autant les difficultés et les incertitudes. Le problème du chômage n'est pas réglé. La satisfaction des besoins véritablement primaires reste inexistante pour un nombre grandissant de personnes. Les pillages menacent les villes et la campagne, et la violence fait irruption de toute part.

2. L'indispensable crédibilité du gouvernement est, pratiquement à tous les niveaux, profondément atteinte. Même quand des initiatives gouvernementales donnent des résultats apparemment meilleurs, peu de personnes y croient et pensent que cela va durer. Pour la majorité de la population, l'image qui demeure est celle de l'incompétence et du manque de sérieux. Les accusations de corruption et d'abus de biens publics, d'émoluments exceptionnels, de batailles pour des postes ou des simples glorioles, d'affairisme, d'opportunisme et d'impunité amènent le citoyen ordinaire à considérer la dite classe politique comme uniquement composée de profiteurs. Un sentiment d'impuissance, doublé de perplexité, bouche l'horizon et fait grandir l'exaspération.

3. Les conflits sociaux ne se généralisent pas pour la seule raison que la peur paralyse encore les réactions. En rural la lutte pour la terre gagne en violence. Les tensions politiques et les conflits d'intérêts envahissent l'Assemblée constituante, augurant ainsi des impasses et mécontentements à venir. La participation populaire à l'élaboration de la Constitution, en réalité une grande avancée en matière de démocratisation, court le risque de conduire à de plus grandes frustrations si les revendications dont elle est porteuse ne sont pas satisfaites.

4. L'éventualité d'un recul politique refait surface régulièrement, bien que personne ne le souhaite, car les souvenirs douloureux et les séquelles de la dernière période autoritaire sont encore très vifs.

## La perspective

5. Nous savons tous que la tragédie des pays sous-développés - à laquelle n'échappe pas le Brésil, pays qui, dans le monde, est en tête pour la concentration du revenu - est l'extrême retard accumulé en matière de satisfaction des besoins sociaux. Il n'est même pas nécessaire d'insister sur les données chiffrées, encore que de nombreuses personnes continuent de dormir dans l'illusion du Brésil comme puissance et dans l'inconscience généralisée de ce qui se passe dans les souterrains de la société brésilienne. Un plan présenté récemment au président de la République pour éradiquer la misère et diminuer la pauvreté dans notre pays, fait apparaître la vérité objective: même avec un effort prolongé et continu, nous n'atteindrons en l'an 2000, pour l'ensemble de la population brésilienne, que les niveaux de vie actuels des pays aujourd'hui les plus pauvres en Europe.

6. Nous savons aussi que ce retard accumulé rend impossible, dans des pays comme le nôtre, l'alternance entre des gouvernements plus socialisants et des gouvernements plus conservateurs qui caractérise la vie politique des pays capitalistes riches. Chez nous alternent des ouvertures semi-démocratiques et des régimes fortement répressifs, afin que le pouvoir ne sorte jamais des mains des privilégiés.

7. Aussi, dans le cercle vicieux qui s'installe, les perspectives deviennent-elles dramatiques. Comme le capitalisme ne cesse d'être sauvage que lorsque fonctionnent les mécanismes de défense de la démocratie, chaque recul voit se concentrer davantage encore le revenu et s'approfondir l'impunité et la corruption, en même temps qu'augmente la violence de la répression sur ceux qui cherchent à défendre une population toujours plus exploitée. Et à chaque ouverture démocratique, que le cycle de ferme-

ture finit par appeler, des avalanches grandissantes de revendications sociales, à la satisfaction pratiquement impossible, viennent suffoquer les gouvernants et créer ainsi un espace pour des populismes profiteurs et inconsiderés. De tels cycles, avec l'aggravation des problèmes, tendent à devenir de plus en plus courts et conduisent inexorablement ceux qui se battent pour des changements structurels à ne plus croire aux voies pacifiques pour la solution des problèmes.

8. Un recul politique, aujourd'hui, peut donc être un pas fatal sur ce chemin. Les conditions seraient réunies pour que des convulsions sociales incontrôlables entrent en combinaison avec la séduction de la lutte armée pour le pouvoir. Nous serions ainsi poussés peu à peu vers une guerre civile interminable - comme cela est en train de se produire dans toujours plus de pays du tiers-monde et même d'Amérique latine - avec l'aide de ceux qui s'enrichissent par le commerce des armes et avec la bénédiction des pays qui les fabriquent, dont les populations deviennent les bénéficiaires inconscients du malheur des pays pauvres. Dans cette perspective, de forte probabilité au Brésil en raison de ses dimensions et de son importance géo-politique, l'héritage que nous laisserons aux générations qui nous suivent sera le risque de transformation de notre pays en un nouveau brasier humain du monde sous-développé.

9. Il est donc impératif que nous luttons de toutes nos forces pour garantir la continuité du processus de démocratisation, en retrouvant les voies de la confiance et de l'espoir.

#### Que faire?

10. Les problèmes à résoudre pour éviter un recul sont difficiles. Le gouvernement ne peut plus prétendre les résoudre à lui tout seul. Nous n'avons pas d'autre alternative que celle de la recherche de solutions engageant la société brésilienne dans son ensemble. A cet engagement collectif il faut appeler tout spécialement ceux qui détiennent la concentration de la terre et du capital pour qu'ils se disposent, en attitude fraternelle et solidaire, à partager avec les autres les ressources dont ils disposent. Une responsabilité particulière incombe aux dirigeants politiques de par l'exemple qu'ils devraient donner à la société. On attend d'eux le témoignage d'un détachement réel par-delà les intérêts de personne ou de parti.

11. Quelques signaux positifs sont émis par la société. Au niveau des dirigeants, des appels à des pactes et des propositions d'action commune se multiplient en direction des partis et des organisations. Au niveau de la population, l'adhésion aux propositions d'amendements populaires à la Constitution montre que, en dépit des déceptions, il y a d'énormes énergies encore investies dans l'espoir d'une transformation. Il s'agit maintenant de faire valoir ces signaux, d'accréditer les réserves morales de notre peuple et de prendre loyalement les engagements nécessaires.

12. Il est absolument nécessaire qu'un leadership collectif crédible émerge dans notre pays. Ce leadership collectif doit être le fait non seulement du gouvernement mais aussi des syndicats, des associations professionnelles, des Eglises et autres organisations nationales méritant la confiance populaire, ainsi que des partis soucieux de l'exigence urgente de la justice sociale. Seul un leadership de ce type pourra redresser la dynamique sociale, économique et politique du pays.

13. Les solutions à rechercher doivent tenir compte des contingences objectives actuelles et des variables extérieures qui ne dépendent pas seulement de nous. Mais ces solutions ne peuvent résulter uniquement de froids raisonnements techniques qui ignorent le sort des millions de Brésiliens actuellement exclus des fruits du travail de la nation. Les vraies solutions devront prendre en compte la dimension éthique qui est inhérente à la dignité de la personne humaine.

14. L'engagement collectif qu'il est urgent d'obtenir ne peut se résumer en un pacte unique. Il suppose des accords multiples, dans les différents secteurs et

selon des délais appropriés, qui ne se restreignent pas aux moments de crise aiguë mais qui se répercutent ensuite dans l'action concrète de ceux qui les passent.

15. Nous devons apporter tout notre soutien à l'Assemblée Constituante et, en même temps, faire face aux problèmes urgents tels que la récession, l'inflation, l'emploi, le niveau salarial, la santé, le logement et l'alimentation du peuple brésilien. Sur ce plan, il n'est pas de notre compétence spécifique de proposer des mesures techniques concrètes. Mais nous avons le devoir de souligner et de valoriser les solutions déjà suggérées, en fonction des exigences du bon sens devant les défis de la réalité, et qui peuvent se résumer dans les questions suivantes.

#### 16. Dans l'immédiat

I. Comment aboutir à un pacte politique entre partis qui arrêterait les normes à adopter dans la nouvelle Constitution, de façon à ouvrir la voie aux changements dont le pays a besoin?

Nous pensons que ces normes doivent correspondre aux justes aspirations que notre peuple ne cesse de rappeler. Ainsi devront-elles nécessairement inclure:

- les moyens de réalisation de la réforme agraire;
- la réelle possibilité pour la population de participer directement au perfectionnement de la Constitution et aux décisions d'intérêt collectif;
- la garantie, pour les dispositions fondamentales les plus controversées de la Constitution, d'être soumises à référendum populaire;
- la suppression de l'état d'exception, toujours inscrit dans la loi de sécurité nationale, en vertu duquel les civils sont soumis à la justice militaire en cas d'accusation de crimes politiques;
- un calendrier des élections, aussitôt après la promulgation de la nouvelle Constitution et conformément aux dispositions de celle-ci, de sorte que le peuple exerce sa souveraineté et légitime le pouvoir à tous ses niveaux.

II. Quelle position adopter face à la dette extérieure, qui soit plus courageuse et qui enlève le poids qu'elle fait peser sur les plus pauvres? Comment amener la collectivité nationale à affronter de façon solidaire les éventuelles représailles que pourraient insensément déclencher les banques internationales et les gouvernements des pays riches? Sur le plan éthique on peut mettre en question la validité de parts importantes de la dette qui résultent de mécanismes économiques pervers dénoncés depuis longtemps. Mais sans aller jusque là, ne serait-il pas juste, en fonction des mêmes principes éthiques, d'exiger la renégociation du paiement de la dette sur la base de sa réelle valeur de marché?

III. Comment aborder avec un courage identique les questions de la dette intérieure, du déficit public, de la productivité et du coût social des entreprises d'Etat en créant, pour les activités gouvernementales, de nouvelles formes de financement à long terme et soumises aux mêmes exigences éthiques?

IV. Dans l'approche simultanée du problème du logement et de l'augmentation des offres d'emploi, comment mettre immédiatement sur pied un plan d'urgence de construction de logements populaires? Un tel plan ne pourrait-il pas bénéficier d'un fonds extraordinaire de solidarité à partir des ressources de ceux qui bénéficient aujourd'hui de la concentration du revenu, par manière pour eux de payer une partie de la dette sociale qu'ils ont contractée jusqu'à maintenant?

V. Comment parvenir à un pacte entre gouvernement, chefs d'entreprises, travailleurs et consommateurs pour un auto-contrôle des prix sur la base de relevés réels des coûts et d'une large divulgation des termes, critères et modes de contrôle d'un tel pacte?

## 17. A court terme

I. Comment mettre en oeuvre, de façon pacifique et efficace, un programme urgent de réforme agraire qui ait des dimensions importantes mais des limites précises? Ne pourrait-on pas implanter initialement un tel programme sur les terres improductives situées dans les régions du pays déjà occupées et bénéficiant pour le moins d'une infrastructure de transport, avec détermination claire de mesures d'installation d'agriculteurs sans terre?

II. Comment donner effectivement la priorité au marché interne? C'est à nous tous qu'appartient la décision d'élaborer et d'implanter un nouveau modèle de développement national

- qui arrête les priorités à l'investissement pour la production de biens et services de consommation populaire ainsi que de biens de capital nécessaires à cette production;

- qui comporte un changement de la politique agricole, en soutenant le petit et moyen agriculteur et en favorisant la production d'aliments pour la population brésilienne;

- qui applique un programme de recherche et d'assistance technique pour une utilisation intensive de main-d'oeuvre, et pour le développement de la petite et moyenne entreprise;

- qui définit une politique salariale dans le sens d'une augmentation réelle et urgente du pouvoir d'achat de la population à bas revenus

18. Nous sommes conscients qu'il s'agit là de défis difficiles. Mais nous comptons sur la nécessaire capacité de sacrifice et de dévouement pour surmonter les graves conflits et pour garantir l'édification d'une société juste et fraternelle dans notre pays. Aussi cet appel doit-il nous conduire à l'engagement de briser les préjugés, de surmonter l'individualisme et de vaincre l'insensibilité. Ceux qui le signent et le présentent à la nation brésilienne mettent leur confiance en Dieu et savent qu'ils peuvent compter, à une heure aussi grave de notre histoire, sur la solidarité humaine et chrétienne de tous ceux qui sont engagés au service de la paix.

Brasília, le 7 août 1987

Pasteur Gottfried Brakemeier  
Eglise évangélique de confession luthérienne au Brésil  
président du Conseil national des Eglises chrétiennes

Rév. Nelson Campos Leite  
Eglise méthodiste

Evêque Olavo C. Luíz  
Eglise épiscopale du Brésil

Mgr Luciano Mendes de Alemida  
Eglise catholique apostolique romaine  
président de la Conférence nationale des évêques du Brésil

Rév. Zwinglé Motta Dias  
Eglise presbytérienne unie

Mme Maria Helena Gastal  
présidente en exercice Coordination oecuménique de service

Rev. Emilson Rocha e Souza  
secrétaire exécutif Coordination oecuménique de service

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441